



17<sup>es</sup> Livraison GRATUITE  
 ▶▶ 699<sup>99</sup>

hp

- Mémoire vive de 4 Go
- HDD de 320 Go
- mise à niveau Windows 7 GRATUITE\*

Achetez dès aujourd'hui et vous obtiendrez une mise à niveau Windows 7 GRATUITEMENT.

» Magasinez dès maintenant.

▶▶ FUTU

**cyberpresse.ca**

Publié le 25 août 2009 à 06h41 | Mis à jour à 06h42

## Vaccination à la chaîne contre la grippe

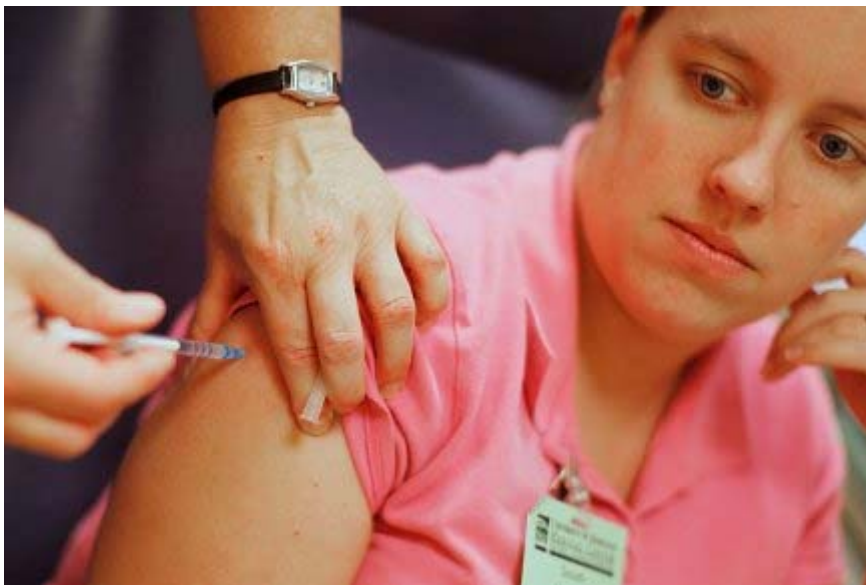


Photo: Archives Reuters



**Pascale Breton**  
La Presse

Québec mise sur une campagne de vaccination massive, où 300 personnes seront vaccinées à l'heure dans chaque point de service, pour lutter contre la pandémie de grippe A (H1N1).

Ce modèle de vaccination à la chaîne permettra de vacciner la population plus rapidement, mais aussi de faire face à un taux d'absentéisme plus élevé qu'à l'habitude dans le réseau de la santé.

«Certains tâches seraient réservées aux infirmières, mais il y aurait aussi d'autres ressources,

comme des personnes retraitées, pour aider à l'organisation de l'administration des vaccins», explique la porte-parole du ministère de la Santé, Dominique Breton.

Ce modèle de vaccination à la chaîne a déjà été testé dans certaines régions - notamment la région de la Capitale-Nationale - lors de campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière.

Au Québec, on ne semble d'ailleurs pas craindre une pénurie de personnel. Ailleurs au pays, l'inquiétude commence à poindre à ce sujet. Les autorités de santé publique craignent de manquer d'infirmières ou de médecins. Un certain nombre d'entre eux pourraient devoir s'absenter du travail, parce qu'ils seront malades ou parce qu'ils devront s'occuper de leurs proches.

### Banques de ressources

Selon le Globe and Mail d'hier, des provinces comme la Colombie-Britannique et l'Alberta songent même à faire appel aux pharmaciens pour vacciner la population afin de compenser un éventuel manque de main-d'oeuvre.

«Au Québec, précise Dominique Breton, la vaccination n'est pas un acte autorisé pour les pharmaciens. Seuls les médecins, les infirmières et infirmières auxiliaires peuvent administrer les vaccins.»

En plus du personnel en place, le gouvernement estime qu'il peut compter sur un bassin de 40 000 étudiants et 9000 fonctionnaires qui pourraient s'occuper de l'inscription et de la préparation des personnes afin que les infirmières et infirmières auxiliaires se concentrent uniquement sur la vaccination.

Des infirmières à la retraite pourraient aussi être rappelées. Depuis plusieurs années déjà, on tient à jour des listes de disponibilités des professionnels retraités ou qui vaquent à d'autres activités, notamment dans les syndicats.

Ces banques de ressources vont permettre de pallier le manque de personnel, croit la présidente de la Fédération interprofessionnelle du Québec, Régine Laurent. «Notre âme d'infirmière demeure. C'est sûr que tout le monde va s'empresse d'offrir son aide pour aller vacciner.»

L'apport des infirmières auxiliaires pourrait être important, ajoute-t-elle. «C'est une main-d'oeuvre de plus si on a besoin d'une vaccination massive et urgente.»

Les autorités de santé publique du Québec doivent par ailleurs faire le point sur la question de la vaccination cette semaine. On s'attend à ce que la campagne commence en novembre et que deux doses soient administrées, mais tout reste encore à préciser. Québec doit aussi faire le point sur la question des travailleuses enceintes quand il aura reçu l'avis de l'Institut national de santé publique.



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## À nous deux, H1N1!

Par Dominique Forget  
(17 Août 2009)

Des millions de doses d'antiviraux en stock, 600 000 poules pondeuses à l'œuvre, un nouveau vaccin en préparation... Au Canada, rien n'est épargné pour combattre une grippe pas comme les autres.

Sur la ligne de front : 600 000 poules et 60 000 coqs. Mobilisés par les responsables de l'Agence de la santé publique du Canada, ils devront contre-attaquer le virus de la grippe A (H1N1), qui menace de passer à l'offensive cet hiver, lorsque les conditions seront propices aux infections. Car la meilleure tactique pour combattre la grippe reste le vaccin, qu'on produit toujours en suivant la bonne vieille recette à partir d'œufs embryonnés.

«Nous n'avons jamais été aussi bien préparés pour faire face à une pandémie», assure le Dr Alain Poirier, directeur de l'Institut national de santé publique du Québec. La grippe porcine, qui avait frappé la base militaire de Fort Dix, au New Jersey, en 1976, a ouvert les yeux des autorités canadiennes sur l'importance de se doter d'un plan d'urgence. En 2003, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a de nouveau tiré la sonnette d'alarme. La menace de grippe aviaire, en 2004, a enfoncé le clou.

Aujourd'hui, le Canada est l'un des seuls pays capables de produire sur son territoire suffisamment de vaccins contre la grippe en cas de pandémie. L'usine GlaxoSmithKline (GSK) de Sainte-Foy, agrandie ces dernières années grâce à l'appui du gouvernement fédéral, s'est engagée à répondre en priorité à la demande canadienne en temps de crise. Cinq producteurs d'œufs québécois et deux de l'Ontario sont aussi sous contrat, prêts en tout temps à fournir 360 000 œufs embryonnés par jour à GSK.

Leurs «poules de luxe» - qui pondent déjà les œufs nécessaires à la production du vaccin concocté chaque année pour combattre les virus saisonniers - n'ont eu aucun répit depuis le printemps. Les grandes entreprises pharmaceutiques sont engagées dans une furieuse course contre la montre dans l'espoir de fournir les premières doses dès septembre ou octobre.

À l'usine de Sainte-Foy, comme dans la trentaine d'autres laboratoires dans le monde qui participent à ce sprint, on inocule dans des millions d'œufs de poule une souche virale fournie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les cocos servent d'incubateurs, offrant au virus un environnement propice pour se multiplier par millions en l'espace de quelques jours. Les techniciens récupèrent ensuite les virus, qui baignent dans le liquide allantoïque - l'équivalent du liquide amniotique chez l'humain -, les purifient et les fractionnent. Injectés dans notre sang, ces fragments de virus A (H1N1) alerteront notre système immunitaire, qui produira des anticorps prêts à nous défendre en cas d'infection.

Ce procédé existe depuis des décennies. Pourtant, les grandes sociétés pharmaceutiques ont des sueurs froides ces jours-ci. Car la souche A (H1N1) ne «pousse» pas aussi bien dans les œufs que les virus de la grippe qui nous assaille normalement chaque hiver. Les quatre centres collaborateurs de l'OMS, de grands laboratoires situés à Atlanta, Londres, Melbourne et Tokyo, ont dû se retrousser les manches et produire des souches hybrides. «On a utilisé une souche de la grippe qui pousse bien dans les œufs et on lui a greffé les gènes "H" et "N" du virus pandémique», résume Eric Frost, microbiologiste et professeur à l'Université de Sherbrooke.

Malgré ce coup de pouce du génie génétique, certains fabricants obtiennent encore des rendements qui

plafonnent à 25 % ou 50 % des taux habituels, a déclaré l'OMS en juillet dernier. Un contretemps dont on se passerait bien, alors qu'on évoque la possibilité de devoir vacciner rapidement l'ensemble de la population humaine.

Sanofi Pasteur, premier producteur mondial de vaccins contre la grippe avec ses usines en France et aux États-Unis, a misé sur la souche California, préparée par les Centers for Disease Control and Prevention, à Atlanta. La société l'a bichonnée suivant une recette maison, avant de se lancer dans la production industrielle le 22 juin dernier. «Nos rendements ne sont pas trop mal», affirme, sans se faire plus précis, le Dr Albert Garcia, épidémiologiste et porte-parole de l'entreprise française. Début août, une nouvelle version produite par le National Institute for Biological Standards and Control, en Grande-Bretagne, laissait espérer des rendements plus élevés. Mais les résultats restaient à confirmer.

Les essais cliniques sont en cours depuis août chez Sanofi Pasteur. «On tente de trouver la plus petite dose efficace afin de produire plus de vaccins, plus rapidement», explique le Dr Garcia. Dans le vaccin saisonnier, on met normalement 15 microgrammes (g) de trois souches virales. On espère que pour le A (H1N1), 7,5 g, voire 3,8 g, suffiront. Ces essais serviront aussi à établir si deux doses seront nécessaires. «Notre système immunitaire n'a jamais vu un virus apparenté à celui auquel on a affaire, dit le Dr Garcia. Il lui faudra peut-être deux doses pour se préparer, un peu comme chez les enfants qu'on vaccine pour la première fois.» On devra alors doubler les commandes de vaccins A (H1N1).

Pour aller plus vite, les producteurs travaillent en étroite collaboration avec l'OMS et les autorités de la santé. Ils espèrent réduire les délais nécessaires à l'obtention des autorisations de mise en marché, qui peuvent prendre jusqu'à un an pour un nouveau médicament.

«On attend aussi des directives sur les priorités de l'OMS, poursuit le Dr Garcia. Normalement, notre usine française amorce la production du vaccin saisonnier pour l'hémisphère Sud au mois d'octobre. [NDLR : La production du vaccin saisonnier pour l'hémisphère Nord se fait de mars à juillet.] Il est possible que l'OMS nous dise de donner plutôt la priorité au A (H1N1). Nos usines sont prêtes à basculer d'une production à l'autre en tout temps.»

Québec n'a pas encore décidé s'il offrira gratuitement le vaccin à toute la population. Des études épidémiologiques aideront à fixer les priorités. On peut toutefois avancer que les travailleurs du réseau de la santé passeront en premier. Suivront les femmes enceintes et certains malades chroniques. Puis, les jeunes avant les vieux. «Contrairement à ce qu'on observe avec les virus saisonniers, les jeunes semblent plus vulnérables, explique le Dr Poirier. On soupçonne qu'une souche A (H1N1) a circulé en 1957 et que les gens de plus de 50 ans ont acquis une certaine immunité.»

Tous ces efforts... pour des résultats incertains. Car le virus de la grippe a la fâcheuse habitude de se transformer à coups de mutations génétiques. C'est la raison pour laquelle on doit se faire vacciner chaque année contre la grippe, alors que, contre le tétanos, on nous inocule toujours le même vaccin, et seulement tous les 10 ans.

Si le virus mutait de façon importante avant l'hiver, le vaccin deviendrait peu, voire pas du tout efficace. Cette éventualité ne tracasse pas Eric Frost outre mesure. «Les mutations surviennent quand le virus est soumis à des pressions, lorsqu'il a du mal à se transmettre d'une personne à une autre, par exemple, explique le microbiologiste. Mais il semble bien adapté à l'humain. Il n'a pas de raison de muter de façon importante d'ici l'automne.»

Mis à part le futur vaccin, les virologues disposent d'une autre arme dans leur arsenal pour lutter contre la pandémie : les médicaments antiviraux, soit l'oseltamivir (connu sous la marque de commerce Tamiflu®) et le zanamivir (Relenza®). Les autorités canadiennes en ont stocké 55,7 millions de doses, assez pour traiter 5,6 millions de personnes, soit environ un Canadien sur cinq.

Contrairement au vaccin, qui aide à prévenir la grippe, les antiviraux doivent être administrés une fois l'infection contractée, dans les 48 heures suivant l'apparition des symptômes. «Ils empêchent le virus de se multiplier dans l'organisme », vulgarise le Dr Guy Boivin, professeur au Département de biologie médicale de l'Université Laval. «Ça permet au système immunitaire de rapidement prendre le dessus.»

L'arrivée des antiviraux, au début des années 2000, a marqué un tournant décisif dans la lutte contre la grippe. Ces nouveaux remèdes donnent néanmoins des maux de tête aux virologues. Déjà, une poignée de

spécimens A (H1N1) sont devenus résistants à l'oseltamivir. Un premier cas a été détecté au Québec cet été. Si ces souches venaient à se répandre, les précieux antiviraux pourraient devenir inutiles. «Presque tous les cas de résistance concernaient des personnes qui prenaient le médicament en prophylaxie», note le Dr Boivin, qui a diagnostiqué le virus résistant A (H1N1) dans son laboratoire du Centre hospitalier de l'Université Laval.

En prophylaxie, on prescrit des antiviraux de façon préventive. À quelqu'un qui cohabite avec un porteur du virus, par exemple. Si cette personne attrape la grippe, le médicament agira sur-le-champ et le virus n'aura pas l'occasion de faire des ravages. Or, les doses données en prophylaxie sont inférieures aux doses administrées aux malades, ce qui facilite la survie de spécimens résistants.

«Même si les antiviraux sont souvent essentiels, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on les prescrit, non seulement pour éviter les cas de résistance, mais aussi pour protéger nos réserves, souligne Eric Frost. Si on donne du Tamiflu à chaque personne qui tousse trois fois, nos stocks vont rapidement s'épuiser.»

D'où l'importance de la troisième arme dans l'arsenal des virologues : la technique de dépistage rapide. L'an dernier, le ministère de la Santé du Québec a désigné quatre laboratoires de diagnostic moléculaire, associés aux centres hospitaliers des universités de Sherbrooke, de Mont-réal, McGill et Laval. Le Laboratoire de santé publique du Québec s'ajoute à la liste des installations qui utilisent cette technologie d'avant-garde, capable de déchiffrer le code génétique du virus en moins d'une journée.

«Le diagnostic moléculaire permet de savoir très vite si on a affaire ou non au virus A (H1N1). On peut ainsi déterminer si ça vaut le coup d'administrer des antiviraux, explique Eric Frost, responsable du laboratoire de Sherbrooke. Il nous aide aussi à allouer les chambres, à l'hôpital, de façon à éviter que les porteurs du virus ne contaminent d'autres malades.»

C'est grâce à des technologies comme celles-ci qu'on a pu rapidement identifier l'agresseur qui est apparu au Mexique en avril, retracer son origine précise et suivre son évolution. «Les moyens dont on dispose aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux qui existaient au moment de la pandémie de la grippe espagnole, en 1918, ni même à l'époque de la grippe de Hong-kong, à la fin des années 1960», souligne le Dr Karl Weiss, microbiologiste-infectiologue à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont et professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

D'autre part, les technologies de l'information permettent aux virologues de coordonner leurs efforts à l'échelle de la planète. On peut rapidement communiquer avec les populations à risque, décider de fermer les écoles dans une ville donnée, recommander aux voyageurs d'éviter une région du monde.

Ces stratégies du troisième millénaire sauront-elles mettre le A (H1N1) rapidement K.-O. ? «Je ne suis pas tellement inquiet pour le Canada, dit le Dr Weiss. On aura les vaccins nécessaires. Mais les pays pauvres sont à risque.»

L'OMS estime que dans le meilleur des cas les producteurs de vaccins pourraient produire 95 millions de doses du vaccin par semaine. À ce rythme, pour vacciner 6,8 milliards d'humains, il faudrait plus d'un an. Le double si deux doses s'avèrent nécessaires. «La très grande majorité des vaccins ont déjà été réservés par des pays riches», indique le Dr Timothy Brewer, professeur à la Faculté de médecine de l'Université McGill, membre de la Société internationale pour les maladies infectieuses.

L'OMS a fait appel à la générosité des producteurs de vaccins, leur demandant de faire don d'une partie de leur production aux pays défavorisés. Trois grandes sociétés, Sanofi Pasteur, GSK et Baxter, ont répondu à l'appel. Novartis ne s'est pas montrée aussi généreuse, bien qu'elle laisse la porte ouverte à la vente de vaccins à prix réduit. Les bureaux régionaux de l'OMS ont aussi des stocks d'antiviraux, qui pourront être distribués en cas d'urgence.

Pourra-t-on faire assez, et assez vite ? «Je l'espère», dit le Dr Guy Boivin. Son vœu n'est pas entièrement désintéressé. «Les virus ne connaissent pas de frontières. Tant que le A (H1N1) sévira dans les pays pauvres, il y aura un réservoir qui continuera à nous infecter.»

**URL source:** <http://www.lactualite.com/sante/nous-deux-h1n1>

**cyberpresse.ca**

Publié le 24 août 2009 à 17h19 | Mis à jour le 24 août 2009 à 17h23

## La baisse du nombre d'élèves se fait sentir



Archives La Presse

**Lia Lévesque**La Presse Canadienne  
Montréal

Pendant que les commissions scolaires continuent d'afficher une baisse de leur clientèle, les cégeps, eux, s'attendent globalement à une certaine stabilisation du nombre d'étudiants, peut-être même à une légère augmentation.

C'est la rentrée ces jours-ci pour des milliers d'étudiants du Québec. Selon la commission scolaire, la rentrée officielle se fera jeudi, vendredi, lundi ou mardi, a indiqué Caroline Lemieux, de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

À la Commission scolaire de Montréal, par exemple, la rentrée se fera le 27 août. À Québec, les

élèves de la Commission scolaire de la capitale retourneront en classe le 31, alors que ceux de la Commission des Découvreurs attendront au 1er septembre. À la Commission des Grandes Seigneuries, en Montérégie, la rentrée aura lieu le 28 août.

Cette année, les commissions scolaires accueilleront précisément 851 481 élèves dans les écoles publiques du Québec, francophones et anglophones.

Ce sont 18 376 de moins que lors de l'année scolaire 2008-2009, a précisé Mme Lemieux. La tendance est à la baisse depuis quelques années déjà, à cause de la baisse globale du nombre d'enfants au Québec et à cause de la préférence de plusieurs parents pour l'école privée.

«Raison de plus pour travailler encore plus fort! Parce que si on a moins d'élèves, ça veut dire aussi qu'on est face à des problèmes éventuels de recrutement de main-d'oeuvre. C'est pour ça que c'est important aussi de valoriser la formation professionnelle et technique», a commenté en entrevue la présidente de la Fédération des commissions scolaires, Josée Bouchard.

«D'autre part, quand on regarde le facteur du départ des élèves du public vers le privé, c'est pour ça aussi que je dis qu'il faut absolument que l'éducation devienne la priorité des priorités de notre gouvernement, parce qu'effectivement, on est en train de dévaloriser notre système public et ça, ça n'a pas de bon sens», a déploré

Mme Bouchard.

Au niveau collégial, la rentrée officielle a eu lieu la semaine dernière dans 12 des 48 cégeps du Québec et elle aura lieu cette semaine dans la majorité d'entre eux, soit 36, indique Caroline Tessier, de la Fédération des cégeps.

Les cégeps, pour leur part, s'attendent «à une stabilité ou à une légère croissance» du nombre d'étudiants, a expliqué Mme Tessier.

Déjà les prévisions du ministère de l'Éducation laissaient voir une croissance de la clientèle dans les cégeps jusqu'en 2010, suivie d'une baisse, a noté Mme Tessier.

Et la récession économique est venue renforcer le phénomène, semble-t-il. La tendance est bien connue: lorsqu'il y a récession et que les gens perdent leur emploi, ils en profitent souvent pour retourner aux études, réorienter leur carrière ou parfaire leur formation à l'enseignement supérieur.

La Fédération des cégeps s'attend à accueillir une clientèle de 160 000 étudiants cette année.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



# L'actualité.com

Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## Prêt pour la rentrée?

Par Valérie Borde  
(17 Août 2009)

Faudra-t-il fermer les écoles pour limiter la propagation de la grippe A (H1N1)? Non, disent les autorités de la santé publique.

L'Organisation mondiale de la santé considère que la fermeture d'écoles peut être envisagée pour limiter la transmission de la grippe, mais elle laisse aux pays le soin d'en décider. Cadeau empoisonné, tant la décision est difficile à prendre. Dans un article paru en août dans *The Lancet*, des chercheurs britanniques et français ont passé en revue la littérature scientifique publiée sur ce sujet. Conclusion : il n'existe aucun consensus qui permettrait de dire si une politique de fermeture des écoles doit être mise en œuvre, ni quand ou comment elle devrait l'être.

La recette miracle n'existe pas. Certes, par le passé, cette mesure s'est montrée efficace pour enrayer des épidémies. En 2000, par exemple, toutes les écoles primaires d'Israël furent fermées pendant deux semaines à cause d'une grève des enseignants déclenchée quelques jours après qu'une épidémie de grippe saisonnière se fut déclarée. Le nombre de consultations médicales pour des problèmes respiratoires avait alors chuté de 43 %... avant de grimper sitôt la grève terminée. En France, des chercheurs ont estimé, en analysant des données sur 22 ans, que les vacances scolaires d'hiver préviennent un cas de grippe sur six : il y aurait de 16 % à 18 % de cas de grippe saisonnière de plus chaque année si les écoles étaient ouvertes tout l'hiver. En revanche, à Hongkong, en mars 2008, la fermeture des écoles pendant deux semaines n'a pas eu d'effet sur l'épidémie de grippe.

Les études qui évaluent les répercussions économiques d'une telle mesure sont tout aussi hasardeuses, tant le nombre de facteurs à examiner est élevé : Combien de cas faudrait-il pour fermer une école ? Et la rouvrir ensuite ? Combien de parents devraient rester à la maison ? Dans quels secteurs risquerait-on de manquer de travailleurs ? Y aurait-il des pertes de salaires, ou des compensations financières seraient-elles versées aux absents ? Chose certaine, il y a un risque social important associé à cette mesure.

Partout dans le monde, les autorités de la santé publique ont tranché : pour l'instant, les fermetures massives d'établissements scolaires représentent un plus grand risque pour la société dans son ensemble que la pandémie. Autrement dit, ne pas envoyer son enfant à l'école ne ferait qu'augmenter le risque pour la collectivité, même si cela diminuerait certainement le risque pour celui-ci d'attraper la grippe. Bref, ce serait égoïste.

Au Québec, c'est au directeur national de la santé publique, le Dr Alain Poirier, que reviendrait la décision de fermer une ou des maisons d'enseignement, après discussion avec l'Organisation de la sécurité civile et le ministère de l'Éducation. Pour l'instant, le Dr Poirier demande aux milieux de garde et aux écoles primaires et secondaires de renvoyer chez eux les enseignants et les enfants malades jusqu'à ce que les symptômes d'allure grippale aient disparu - ou sept jours après qu'ils se sont manifestés. Il leur demande aussi de garder les enfants malades isolés jusqu'à ce qu'ils rentrent chez eux. Il revient aux écoles et commissions scolaires de planifier les interventions nécessaires s'il y a pandémie (par exemple, informer les parents des mesures d'hygiène).

Aux États-Unis, l'administration Obama a publié ses directives en la matière le 7 août. Les écoles resteront ouvertes, sauf dans trois cas : si la grippe survient dans un établissement où la majorité des enfants ont des

besoins particuliers, comme des handicaps ; si la plupart des enseignants et élèves d'une école ont la grippe ; ou si des parents persistent à envoyer en classe des enfants malades. Cette mesure a tout d'une menace déguisée... mais fort pertinente. Cela fait des années que les spécialistes de la santé publique dénoncent les coûts exorbitants engendrés par les personnes qui travaillent ou vont à l'école tout en étant porteuses de maladies contagieuses.

Depuis qu'on sait qu'elle n'est pas souvent mortelle, bien des gens s'imaginent qu'attraper la grippe A (H1N1) n'est pas très grave, et ils la refilent à leur entourage en allant travailler ou en envoyant leurs enfants à l'école bourrés de Tylenol. Sur le plan individuel, la grippe n'est peut-être pas aussi grave que ce que l'on redoutait. Mais sur le plan collectif, elle pourrait nous coûter cher si on la prend à la légère et qu'une grande partie de la population se retrouve malade en même temps.

Personnellement, j'enverrai mon fils à l'école sans crainte à la rentrée, mais je lui demanderai de se laver les mains en rentrant et le garderai à la maison s'il est malade. Même quand elle n'est pas mortelle, la grippe n'est pas un cadeau !

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/sante/pret-pour-la-rentree>

**cyberpresse.ca****LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**

Publié le 24 août 2009 à 20h15 | Mis à jour le 24 août 2009 à 20h17

Jour de rentrée au Cégep de l'Outaouais

## Hausse d'inscriptions due à la santé



Sylvain Marier, LeDroit

**Caroline Barrière**  
Le Droit

La santé a fait grimper le nombre d'inscriptions au Cégep de l'Outaouais cet automne alors que c'était jour de rentrée, hier, dans les collèges du Québec.

La hausse est attribuable à l'ajout du programme en inhalothérapie et à l'arrivée de la seconde cohorte en soins pré-hospitaliers d'urgence au campus Gabrielle-Roy pour la formation de techniciens ambulanciers.

Quelque 5000 jeunes doivent suivre des cours dans l'un ou l'autre des campus de Hull et de Gatineau. Il s'agit d'un nombre record pour le Cégep et d'une cinquième hausse consécutive avec l'arrivée de 150

cégépiens cet automne à l'enseignement régulier. Pour répondre à la demande, le Cégep a construit 14 nouvelles classes modulaires à Gabrielle-Roy, un investissement de 1,5 million \$ financé par le ministère de l'Éducation.

De plus, le programme en science de la nature s'avère être complet au campus Félix-Leclerc. Des étudiants ont même dû être transférés à Hull, puisque le programme est offert aux deux campus.

Signe de la rentrée, la circulation était plus dense aux abords du Cégep, hier. La construction du centre sportif à côté du campus Félix-Leclerc n'a pas causé trop d'ennui aux automobilistes. Déjà en construction l'automne dernier, il devrait être complété cet hiver.

Par ailleurs, le Cégep s'attend à ce que le nombre d'étudiants qui bénéficient d'un forfait avec la Société de

transport de l'Outaouais soit en hausse cette année. En 2008-2009, 3144 étudiants ont opté pour le transport en commun, qui est offert à un prix moindre qu'une vignette de stationnement.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## Diplomate de la francophonie

Par Jean-Benoît Nadeau  
(14 Août 2009)

Quand on élargit la définition de francophone, le village d'Astérix devient soudain plus grand. Et plus fort.

Trente-trois millions: c'est le nombre de francophones sur le continent, selon Michel Robitaille, directeur du tout jeune Centre de la francophonie des Amériques, situé à Québec.

Cette statistique, qui étonne la plupart des Québécois, amalgame les 10 millions de francophones de langue maternelle et les 2 millions de Canadiens, les 11 millions d'Américains et les 10 millions de Latinos et d'Antillais dits « francophiles » - qui n'ont pas le français comme langue maternelle, mais qui le parlent bien. « Pour assurer la pérennité du français en Amérique, il faut les intégrer dans notre vision et nos actions », explique Michel Robitaille, 56 ans, diplomate de carrière, aujourd'hui à la tête de cet organisme parapublic financé par le gouvernement du Québec.

Le Centre vise à tisser des liens entre tous ces francophones. Depuis sa fondation, en 2008, il a notamment financé la création d'un club de poètes slam à Kuujjuaq, la publication du premier livre de poésie franco-louisianaise pour les écoles, des ateliers d'initiation au journalisme en Colombie-Britannique, tout cela dans le cadre d'un concours de jeunes francophones. Il a également organisé le Forum des jeunes ambassadeurs de la francophonie des Amériques, qui a réuni 50 participants de 18 à 35 ans. Plus du tiers d'entre eux n'avaient pas le français comme langue maternelle.

On sous-estime souvent la densité des réseaux existants. Ainsi, on recense 900 associations francophones et francophiles en Amérique. Cela va du Cercle des parents francophiles, à Ottawa (23 000 membres), à l'Association américaine des professeurs de français, à Chicago (10 000 membres), en passant par le Comité des associations françaises de New York (54 associations membres).

« Cela nous montre que nos marchés sont peut-être plus larges qu'on le croit », dit Michel Venne, directeur de l'Institut du Nouveau Monde, qui a animé les activités du Forum. « Mais surtout, ajoute-t-il, cela montre que notre langue n'a pas un avenir aussi sombre qu'on le dit, qu'elle a un pouvoir d'attraction très fort, que nous ne sommes pas seuls. »

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/societe/diplomate-de-la-francophonie>



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## Étudier et travailler

Par Marie-Eve Cousineau  
(20 Août 2009)

C'est la formule des Maisons familiales rurales pour contrer le décrochage.

« Avant d'arriver ici, on voulait tous lâcher l'école ! » Debout dans un champ, près d'un tracteur, Jessica Veilleux suit son dernier cours sur l'ensilage du foin. L'élève de 18 ans termine ses études en production laitière à la Maison familiale rurale (MFR) du Granit, école secondaire de Saint-Romain, village de 650 âmes, en Estrie.

Les MFR font des petits au Québec. Depuis 10 ans, cinq ont été fondées. Une sixième ouvrira ses portes en septembre, dans la réserve de Mashteuiatsh, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, et une septième devrait voir le jour dans les Laurentides en 2010. « Des gens songent à en implanter au Nunavik », dit André Campeau, président fondateur de la MFR du Granit, la première du genre, née en 1999. Lui rêve d'une trentaine de MFR au Québec. « C'est une des solutions au décrochage scolaire », dit ce producteur laitier de 59 ans. Au Québec, 30 % des jeunes abandonnent l'école en cours de route.

Créées en France il y a près de 70 ans, les MFR attirent les jeunes manuels, qui ne trouvent pas leur place dans les classes traditionnelles. De la 3<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> secondaire, les élèves y apprennent le métier de producteur laitier, d'éleveur bovin, de travailleur forestier, d'acériculteur, de mécanicien de machinerie légère, etc. Et ils le font sur le plancher des vaches !

Deux semaines par mois, les jeunes étudient en classe et vivent ensemble dans un internat attendant à l'école. Ils déménagent ensuite chez un fermier, où ils passeront deux semaines. Leur maître de stage, bénévole, les héberge gratuitement et leur transmet son savoir.

« Près de 90 % des élèves de la MFR du Granit obtiennent un diplôme d'études professionnelles », dit André Campeau, président de la Coopérative de solidarité en formation et développement rural du Granit, qui gère l'école en partenariat avec la commission scolaire de la région. La majorité d'entre eux décrochent aussi un diplôme d'études secondaires et certains poursuivent leurs études au cégep.

Il n'y a pas que le jeune qui y gagne. Le maître de stage reçoit une aide d'appoint. Et la région conserve sur son territoire une jeune main-d'œuvre formée. D'une pierre trois coups!

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/societe/etudier-et-travailler>

# L'actualité.com

Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## Accrocheur

Par Isabelle Grégoire  
(20 Août 2009)

Si le taux de décrochage scolaire a chuté au Saguenay–Lac-Saint-Jean, c'est grâce à lui. Le Québec entier s'apprête à lui emboîter le pas.

Son nom ne vous est sans doute pas familier, et pourtant, on a beaucoup parlé de Michel Perron en 2009. Ce pétulant chercheur de 62 ans a propulsé le décrochage à la une de l'actualité. Fondateur du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CREPAS), en 1996, il est à l'origine de la chute spectaculaire du taux de décrochage dans sa région, désormais de 15 %, soit deux fois moins que dans l'ensemble du Québec.

« La clé, c'est de mobiliser toute la collectivité autour de l'importance de l'éducation », dit Perron. En misant sur la prévention plutôt que sur le raccrochage, et sur la persévérance plutôt que sur la réussite. La formule a fait boule de neige : le Québec compte aujourd'hui 14 tables de concertation sur la persévérance scolaire.

C'est le taux de décrochage du Québec en entier que Perron veut voir diminuer. En 2007, il est invité par la Caisse de dépôt et placement à prononcer une conférence sur le sujet lors d'un souper réunissant les 50 plus grands dirigeants québécois. « La tribune de ma vie ! »

Jacques Ménard, président de BMO Groupe financier, reçoit le message cinq sur cinq : son Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires comme son très médiatisé rapport sur le sujet, en mars dernier, ont été inspirés par Perron. Lequel a, par ricochet, influencé la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, qui a fait sien l'objectif du rapport : réduire le décrochage de 30 % à 20 % d'ici 2020. Michel Perron n'a pas l'intention de prendre sa retraite pour autant. Il compte « accompagner ce plan pendant 10 ans ». Et veiller à ce que le gouvernement tienne ses engagements.

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/societe/accrocheur>

# L'actualité.com

Publié sur L'actualité (<http://www.lactualite.com>)

---

## Ne tuez pas Einstein!

Par Mathieu-Robert Sauvé  
(17 Août 2009)

La science est une solution au décrochage des garçons, soutient le professeur Marcel Thouin. Mais on l'enseigne mal au Québec. Et la réforme scolaire ne risque pas d'améliorer les choses !

Avec des matériaux simples et de la créativité, on peut initier les enfants dès leur plus jeune âge à la chimie, à la physique, à la géologie... Mais cela se fait peu au Québec, où l'enseignement des sciences au primaire est «une catastrophe», estime Marcel Thouin. Selon ce professeur de didactique à l'Université de Montréal, les enseignants sont mal formés, les manuels inadéquats, l'équipement désuet. Et la réforme de l'éducation risque d'empirer les choses.

Bien expliquée, pourtant, la science est la plus vivante des matières et peut être une solution au décrochage des garçons, surtout dans les quartiers défavorisés, soutient Marcel Thouin. Les jeunes se montrent vite passionnés par ce qu'ils découvrent, dit-il. Construire la plus haute tour possible avec des cure-dents et de la pâte à modeler permet de faire avec enthousiasme son initiation à la physique et au génie civil.

Ce n'est pas d'hier que Marcel Thouin, physicien de formation, s'intéresse aux sciences. À 6 ans, il collectionnait insectes et végétaux. À 13 ans, il fabriquait son propre télescope à la Société d'astronomie de Montréal. À 17 ans, il fondait un camp de jour à Montréal, le Centre d'activités scientifiques. Jusqu'à 600 enfants par semaine ont convergé vers ce camp où, durant l'été, on faisait de la science du matin au soir.

Pour cet auteur d'ouvrages de vulgarisation, la culture scientifique devrait être valorisée autant que la culture artistique. Mais la salle de classe est rarement l'endroit où l'enfant vit son premier contact avec Galilée, Newton ou Einstein.

*L'actualité* a rencontré Marcel Thouin à son bureau de l'Université de Montréal.

### ***L'école joue-t-elle son rôle dans l'enseignement des sciences ?***

- Non, et surtout pas au primaire. Un grand nombre d'instituteurs ne connaissent pas assez les sciences et les technologies pour les enseigner correctement. Au primaire, seulement le tiers des enseignants respectent les recommandations ministérielles en la matière. C'est dramatique, car la science devrait faire partie de la formation de base. Elle devrait même s'enseigner en priorité, car d'autres disciplines sont moins urgentes.

### ***Que voulez-vous dire ?***

- On ne devient pas pianiste de concert si on a commencé l'étude du piano à 18 ans. Le point commun des hommes et des femmes de science, c'est d'avoir manifesté tôt de l'intérêt et des aptitudes pour ce domaine. Dès cinq ou six ans, ils collectionnaient des cailloux, des plantes, ils posaient des questions sur l'origine de la pluie, la luminosité des étoiles... Il ne faut pas laisser leur intérêt s'étioler, sans quoi on risque de se priver d'un grand nombre de personnes capables d'occuper des postes liés aux sciences et aux technologies - secteurs qui souffrent de pénurie. Je ne veux pas abolir les autres matières au primaire. Mais un historien



ou un géographe découvre, en général, sa passion plus tard.

***Le programme du Ministère prévoit pourtant que les sciences et les technologies doivent être abordées dès la 1<sup>re</sup> année...***

- C'est vrai, mais on ne précise pas le nombre d'heures qui doivent y être consacrées. On parle de « matière intégrée », pour que l'instituteur aborde la science en même temps que les mathématiques ou le français. Dans l'ancien programme, il devait enseigner les sciences de la nature pendant une heure par semaine de la 1<sup>re</sup> à la 3<sup>e</sup> année, puis durant 90 minutes de la 4<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> année.

Les principes du nouveau programme sont beaux... sur le papier. On décroise les sciences pour qu'elles soient abordées dans diverses matières. Au secondaire, c'est la grande innovation de la réforme : des sciences décroisées. On veut faire de la physique, de la chimie, de la biologie et de la technologie à tous les niveaux, de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> année. Et l'approche par compétences ouvre la voie à davantage d'expérimentation, ce qui est plus efficace que l'enseignement magistral. Malheureusement, le personnel - surtout les enseignants formés avant 2000 - n'a pas les connaissances requises pour en assurer le succès. On n'a pas mis l'accent sur la formation continue, qui aurait permis aux enseignants en exercice de s'adapter. Et les manuels disponibles sont très décevants.

Mais le principal problème, c'est qu'aucune vérification n'est faite des apprentissages des élèves du primaire. On fait passer des examens de français et de mathématiques, mais pas de sciences et de technologies. Rien n'oblige donc les enseignants à suivre le programme.

***À partir de quel âge doit-on enseigner la science ?***

- La situation se joue entre la 1<sup>re</sup> et la 4<sup>e</sup> année du primaire. C'est là que les questions des élèves sur la nature sont les plus nombreuses. Mais il n'est jamais trop tôt. Des chercheurs ont mené des études concluantes sur l'initiation aux sciences dans les garderies. Des enfants de trois ou quatre ans observent des liquides qui s'écoulent, comparent les couleurs des feuilles au début et à la fin de l'automne, etc. L'enseignant doit, bien sûr, s'adapter à la capacité d'assimilation de ses élèves. Ainsi, les expériences menées au secondaire seront plus complexes que celles du primaire. On demandera aux jeunes de produire de l'électricité à partir de deux métaux et d'un peu d'acide. Ils découvriront que le cuivre est un meilleur conducteur que le fer. Et on passera plus de temps à leur expliquer la théorie qui relève des phénomènes observés qu'on ne le ferait avec les écoliers du primaire.

***Vous prétendez que la science pourrait être un bon moyen de contrer le décrochage scolaire. Comment ?***

- Je ne vous apprend rien en disant que les garçons sont en général plus agités que les filles. Beaucoup ont du mal à rester assis de longues heures à écouter un enseignant. L'expérimentation est pour eux une bénédiction. Quand on les met au défi de fabriquer une catapulte ou un planeur avec quelques matériaux simples, ils y trouvent une motivation incroyable. J'ai vu des garçons considérés comme de futurs décrocheurs se passionner pour les sciences après avoir participé à des expériences.

Il y a quelques années, dans le cadre d'un projet de recherche, j'ai joué le rôle de conseiller en sciences dans des écoles des Laurentides : j'étais vu comme le magicien de l'école ! Des élèves - presque tous des gars - venaient me dire pendant les pauses qu'ils avaient hâte de me voir dans leur classe.

Le système scolaire public devrait être conscient de cette réalité et tenir compte du fait que les écoles à vocation particulière, qui accordent une importance certaine à la science [NDLR : il y en a deux au Québec, les écoles primaires Fernand-Seguin, à Montréal et à Sainte-Foy], seraient plus utiles dans les milieux défavorisés que dans les milieux favorisés, où l'on n'accueille que les meilleurs élèves.

***La plus récente étude de l'OCDE sur les connaissances des jeunes de 15 ans en sciences, en maths et en lecture montre pourtant que les Québécois se classent au 10<sup>e</sup> rang mondial, loin devant le***

***Royaume-Uni, la France et les États-Unis...***

- Cette étude cache une donnée fondamentale. Parmi les 57 régions administratives participantes, le Québec compte un des plus hauts taux de décrochage [NDLR : 30 % des Québécois n'ont pas de diplôme du secondaire à l'âge de 19 ans]. Et seuls les élèves de 15 ans restés dans le système y ont participé. Par ailleurs, les tests ont été administrés avant la réforme et certains observateurs craignent que celle-ci ne nuise aux performances des élèves dans les prochains concours. D'ailleurs, les plus récents résultats de l'enquête internationale sur les mathématiques et les sciences, publiés à la fin de 2008, sont inquiétants pour les élèves du secondaire, qui sont passés de la 10<sup>e</sup> à la 19<sup>e</sup> place en quatre ans.

***Comment expliquer l'aversion des instituteurs du primaire pour l'enseignement des sciences ?***

- La plupart de ces enseignants - dont environ 90 % sont des femmes - ont gardé un mauvais souvenir de leurs cours de sciences au secondaire. D'ailleurs, la majorité des étudiants en éducation entrent à l'université avec un diplôme d'études collégiales en sciences humaines, en arts ou en lettres. Pour beaucoup, le dernier cours de sciences remonte à «Physique 416», réputé ardu. Conscientes du problème, les universités québécoises ont rendu obligatoire, depuis le milieu des années 1990, un cours d'initiation à l'enseignement des sciences dans le baccalauréat en enseignement primaire. Mais c'est insuffisant.

***Les scientifiques convertis en pédagogues, comme vous, ne feraient-ils pas d'excellents professeurs ?***

- Peut-être, mais on en trouve très peu. Les règles d'embauche du ministère de l'Éducation ne reconnaissent que le bac en sciences de l'éducation. L'ironie du sort, c'est que de nombreux enseignants de sciences, au secondaire, sont en fait des profs d'histoire ou de français. La pénurie d'enseignants spécialisés est telle que les directeurs de certaines écoles doivent se rabattre sur les enseignants disponibles. Pourtant, il existe des programmes d'études conçus pour former des enseignants en sciences. À l'Université de Montréal, nous avons peu d'étudiants. Nous pourrions en former des dizaines de plus.

***Pourquoi cette impopularité ?***

- Une carrière dans la recherche scientifique est plus valorisée et mieux payée. Une personne qui étudie en chimie et en physique et qui décide de consacrer sa carrière à l'enseignement est considérée comme un chercheur qui a mal tourné. Il faut que cette perception change.

***Et vous, êtes-vous un chercheur qui a mal tourné ?***

- Aux yeux de certains de mes anciens professeurs de physique, certainement ! Mais pour les élèves et les enseignants, j'espère que non.

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/societe/education/ne-tuez-pas-einstein>

# Dutch girl, 13, pleads to sail around the globe alone

HERALD NEWS SERVICES AUGUST 25, 2009

Dutch child protection officers have threatened to put a 13 year-old girl into care because she is planning a record-breaking solo sailing trip around the world

The voyage, which has the approval of her parents, would take the teenager through some of the world's most dangerous waters.

Laura Dekker spent Monday pleading with judges and Dutch education and child protection officials to allow her to take her sailing boat, named Guppy, on the voyage, beginning on Sept. 1, when she will be 14.

"My parents always knew it was a dream of mine to do this. And I want to do it while I'm still young, so I can break the record," she said.

"They've looked after me just fine for 13 years, so I don't see why they would suddenly go wrong now."

Dutch MPs debated the case last week. Child protection officials said the teenager might be unable to cope with the risks of the voyage, including pirate-infested seas off

Somalia. The trip would also mean she would miss two years of schooling.

The youngest solo-sailor on record is American Zac Sutherland, who finished his 13-month voyage in July at age 17.

Judges will rule on the case Thursday.

© Copyright (c) The Calgary Herald

cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 24 août 2009 à 20h26 | Mis à jour le 24 août 2009 à 20h27

Dons controversés de la société d'État

## L'Ud'O acceptera le dernier paiement d'Hydro-Québec



**Caroline Barrière**  
Le Droit

Malgré la controverse entourant des dons d'Hydro-Québec à des écoles privées, l'Université d'Ottawa n'a pas l'intention de refuser le dernier paiement que la société d'État doit lui verser cette année.

En 2005, l'Université avait reçu un don de 150 000 \$ pour son programme en droit civil de la Faculté de droit à raison de 30 000 \$ par année pendant cinq ans.

À l'époque, le geste avait fait grand bruit et plusieurs péquistes avaient dénoncé cette décision, alors que des deniers publics étaient accordés à une université ontarienne.

De plus, certains avaient déploré le fait que la campagne de financement était dirigée par la vice-présidente principale d'Hydro-Québec, Marie-Josée Nadeau, elle-même diplômée de l'Université d'Ottawa.

### L'Ud'O s'explique

« Quant à nous, le débat est clos depuis plusieurs années. Le gouvernement avait demandé un rapport à Hydro-Québec, mais avait ensuite compris nos actions et le lien qui nous unit avec le Québec. Je ne vois pas pourquoi cette histoire revient sur le tapis, puisque la problématique actuelle touche les écoles privées », a souligné Sébastien Grammond, doyen de la Section de droit civil à l'Université d'Ottawa.

Il a rappelé que 90 % à 95 % des étudiants qui suivent ce programme proviennent du Québec et retournent y pratiquer à la fin de leurs études.

« Quant à nous, le débat est clos depuis plusieurs années. » - Sébastien Grammond

Il a également indiqué que la Section de droit civil avait formé des personnes qui assumaient aujourd'hui des rôles de leader au sein de la société québécoise comme des maires, des députés et des ministres.

« Une fois qu'on a compris ces choses au sujet de notre université ontarienne, on peut comprendre la vraie nature du geste d'Hydro-Québec », a ajouté Sébastien Grammond.

Le gouvernement de Jean Charest a demandé à Hydro-Québec de revoir sa politique de dons et de commandites en matière d'éducation, à la suite de dons qui devaient être versés au Collège Notre-Dame et au Collège Jean-de-Brébeuf à Montréal.

Ces deux établissements privés ont ensuite renoncé à l'aide financière d'Hydro-Québec.

Pour sa part, le séminaire de Sherbrooke a déjà fait savoir qu'il ne rembourserait pas les sommes qui lui ont été consenties, car l'argent avait déjà été dépensé. Hydro-Québec a déjà annoncé qu'elle n'effectuera plus de dons à des écoles privées.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

## False start to school year

**Small things can make a huge difference to the stress levels in harried modern families -- even something as simple as their school board's back-to-school date.**

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 25, 2009

In Ottawa, kids will be back in class a week before Labour Day: Aug. 31 at Catholic schools, and Sept. 1 for the public board. Beginning school a few days before a long weekend is a surefire way to make sure attendance is low in early September, as many families take advantage of the last long weekend of summer -- and a rare period of nice weather -- to squeeze in a vacation.

The public board's decision to start on a Tuesday adds another annoyance for parents who'll need to find child care for that one Monday before school begins, and likely came as a surprise to many.

Of course there's a lot of instruction to fit into the school year. It's not as if the Ottawa-Carleton District School Board could just lop a few teaching days off the beginning to make life easier for parents and lengthen the summer for kids. But there is room for a little creativity.

Just south of Ottawa, the Upper Canada District School Board is also officially beginning the school year before Labour Day. But actual instruction doesn't begin until Sept. 8, the day after the long weekend. The board has cleverly scheduled two professional development (PD) days on Sept 2 and 3, with a "board holiday" on Sept. 4.

Some other boards in Ontario have done the same.

Not only does this schedule avoid starting instruction a few days before a long weekend, but it also gets two PD days out of the way right away. That's great news for working parents, many of whom struggle to find child care when PD days are scattered throughout the year. The Ottawa board schedules its PD days for Mondays and Fridays, which does have the advantage of creating long weekends for students and their parents. But not all parents can take a Monday or Friday off -- especially considering that every other parent of school-age children in the office wants the same Mondays and Fridays off.

The school year could change drastically in the coming years. Many North American parents are starting to wonder why school boards in 2009 stick to a calendar based on an agrarian way of life: a long break in the summer, with few breaks in the school year. It may be that, fairly soon, it will become routine for kids to go back to school partway through the summer, and for parents to make arrangements for their kids' holiday weeks throughout the year. Some schools and jurisdictions have already switched to what's called a "balanced school year."

But for now, families are used to Labour Day marking a clear division between vacation and school, between summer camps and the regular work-a-day schedule. That daily schedule is difficult enough for most families; it makes no sense to insert a needless complication by bringing the kids in to school early, and then sending them home for PD days later in the year.

The head of the OCDSB calendar committee told the Citizen, "to be honest I can't remember why we didn't go with (a post-Labour Day start)." It's too late to change this year's calendar, but the Ottawa board might want to think hard about how to handle the late Labour Day in September, 2010.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Autos Careers Classifieds Homes



## Pharmacists ready to give flu shots

By DONNA CASEY, SUN MEDIA

Last Updated: 24th August 2009, 5:33pm



**Brian Stowe, who owns The Prescription Shop at Carleton University, says pharmacists are ready to help administer the H1N1 vaccine. (DARREN BROWN/Sun Media)**

With a possible shortage of front-line health care workers to give the H1N1 vaccine later this fall, Ontario pharmacists want the provincial government to give them the authority to give the needle to patients.

"We're ready to get our folks trained up," said Dennis Darby, president of the Ontario Pharmacists Association of getting the province to give the okay to Ontario's 11,000 pharmacists to give the swine flu vaccine.

Under proposed legislation that's expected to become later this year, pharmacists would only be allowed to give an injection for "demonstration purposes," such as showing a diabetes patient how to test their blood glucose levels.

However, with public health experts across Canada now marshalling available doctors and nurses to give the H1N1 shot when it's available by late October, Darby said it's the ideal time to given pharmacists — especially the 7,000 working in retail pharmacies — the authority to give immunizations.

"We're ready for them to come back and say 'Please, we need you to step up,'" said Darby.

Ontario's pharmacists have consulted with their counterparts in Alberta and British Columbia, who have the authority to give flu shots.

"There's no need to re-invent the wheel," said Darby of the potential of Ontario to adopt similar one-day training protocols.

Giving pharmacists the authority to give both the H1N1 and regular flu shot will help boost the overall vaccine rate, said Brian Stowe, an Ottawa pharmacist and owner of the Prescription Shop at Carleton University.

"We're so accessible and we have the health care training background, it makes sense to better utilize us," said Stowe.

"We're just out there on every street corner," said Stowe.

The Public Health Agency of Canada is in charge of the supply of 50 million doses of H1N1 vaccine and creating the priority list of who gets immunized first.

However, provincial and territorial governments, who are in charge of delivering the vaccine to the public, are still working out the staffing logistics of rolling out an unprecedented short-term mass vaccine campaign.

The Ontario health ministry still hasn't decided how the swine flu vaccine will be delivered, said ministry spokesman Andrew Morrison.

With 100,000 nurses and 20,000 doctors in Ontario, the province has more authorized health professionals than other parts of Canada, said Morrison.

The City of Ottawa's public health department is now training its 300 public health nurses to deliver the vaccine.

donna.casey@sunmedia.ca

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved



[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Students trained to give H1N1 vaccine shots

By DONNA CASEY, SUN MEDIA

Last Updated: 25th August 2009, 12:25am

Forget about getting pie-eyed frosh into detox.

This fall, residence assistants at local colleges and university are primed for H1N1 outbreaks.

Last week, City of Ottawa public health officials trained dozens of students who supervise campus residence floors on how to handle students who come down with swine flu.

### Training

Floor supervisors have been trained on using masks, gloves and other personal protective equipment, said Dr. Rick Rowland, manager of the health services clinic at Algonquin College.

The college's 18,000 students returning Sept. 8 will all get information pamphlets repeating what Rowland called "your grandmother's advice" about preventing H1N1: good handwashing, coughing into your sleeve and staying in bed and away from others if ill.

An anticipated swine flu outbreak could coincide with other respiratory viruses that pop up by mid-September among students, he said.

University of Ottawa's 3,000 students in residence will be buddied up to help residence supervisors keep track of who becomes sick, said Michael Histed, director of risk management at the university.

Carleton University will set up a flu hotline and plans to have additional 24/7 onsite medical staff for residence to assess students as needed.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

# After the flooding, fear and anxiety remain

## Glen Cairn residents deal with emotional fallout

BY ZEV SINGER AND TIM SHUFELT, THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 25, 2009

When it rains now, some of the kids in Glen Cairn get scared.

"I've heard about children that are very afraid every time it rains," said Rev. Kathy Petrie of the Glen Cairn United Church, which stands in the neighbourhood that saw hundreds of homes flooded last month. "And some parents are wondering when they go back to school how they'll cope at school if it starts to rain."

It's a textbook reaction to natural disasters.

Gerard Jacobs, a psychology professor who runs the Disaster Mental Health Institute at the University of South Dakota, saw the same phenomenon, on a wider scale, with Florida children who survived Hurricane Andrew in 1992.

Jacobs, who has done field work everywhere from the Oklahoma City bombing to Ground Zero at the World Trade Center, said even if

July's flooding isn't a large-scale disaster, for the people involved, some of the same psychological patterns are no doubt playing out.

Everyone reacts differently, he said. And stress is only part of a picture that also includes successes in coping.

But taken over the breadth of the community, increased insomnia, headaches, upset stomach, trouble concentrating and arguments are a certainty, according to Jacobs.

And since continued vulnerability to the same type of disaster can "keep things alive" for people trying to work through these issues emotionally, the time it takes until City Hall finds a way to prevent more floods will be more than just annoying.

"I think it's important for civic officials to remember that disasters don't just affect things, they affect people," Jacobs said.

The fact that for many people the flood was the third in the last 13 years is a very important part of the psychological picture, he said.

"There are significant consequences to people when the disasters keep occurring. Repeated events

tend to be far more stressful than single-incident events."

While it may be the kids who are most vocal about their feelings when it rains, there are also plenty of adults in Glen Cairn who now watch the sky closely.

"I definitely sense when it rains people are anxious to get home and check things out again," said Petrie, the Glen Cairn pastor.

Jacobs said reactions to the flood will depend on whether the person experienced the flooding as a traumatic event, which he describes as an event that overwhelms a person's coping skills. Typically, this would be expected in about 10 per cent of the people affected.

"One of the characteristics of traumatic events is that it can affect anyone," he said. "It's not a sign of personal weakness. It's just a sign that this one hit you the wrong way."

When this happens, there are clear patterns, Jacobs said. "Typically we see emotional reactions that include anxiety, depression, increased irritability and anger. We see cognitive reactions where people have difficulty concentrating."

Working through these challenges -- usually in the time-honoured way of talking to friends and family about the situation -- often takes four to six weeks, Jacobs said. But in this case, there's a catch.

"One of the questions ... when you have a repeated event like this, is 'When did the event end?'" Jacobs said. "If you're fearing this reoccurrence, that kind of keeps things alive and that can prolong that process."

That may be why some people in Glen Cairn are on hold emotionally. Many are still dealing with the immediate aftermath of flooding by stormwater and raw sewage, taking stock of their losses and stripping basements bare.

"People need to address the basic-needs stuff first and people are very much still in that mindset," said Cathy Jordan, executive director of the Western Ottawa Community Resource Centre.

However, once residents get their homes and lives back under control, Jordan said she expects to see instances of anxiety and "rebound stress" in the centre's counselling services.

"This is a trauma and it may come out in different ways that people might not even associate back to the flooding," Jordan said.

In the meantime, most owners of flooded homes are trudging through the cleanup with a bitter fatalism of the thrice bitten.

Valerie Kavanagh, who said she now shudders every time the thunder and clouds roll in, suggested changing the name of the street to Doomdegan Drive, "because it's doomed," she said.

Her husband, Mike, proposed raising an ark in the nearby park to serve as storage and living quarters when the homes on Doomdegan inevitably flood again.

Peggy Feltmate, the councillor for Kanata South, described what many people are experiencing.

"When it's the third time that this happens, you can imagine the frustration, because they know the kind of work that's ahead of them," Feltmate said. "Their lives have been taken over by this."

These are people who already have busy lives that are disrupted for months after a flood, Feltmate said. The restoration can become a full-time, all-consuming job.

On a bright note, Jordan said, shared hardship can bring out the best in people. Perversely, a flood can be an enriching experience.

Some residents reported there has never been a greater sense of community in Glen Cairn as when neighbours came to the aid of one another after the floods.

Rob Yin, manager of disaster mental health for the American Red Cross in Washington, D.C., said this phenomenon can be a huge help.

He said it is easier for people to deal with something if all their neighbours face the same situation.

"We know that people get more stressed when they feel like they're all alone," he said. "One of the resilience opportunities is for people to do what we don't do as much in 2009 as we used to do a longer time ago, which is to tie into a sense of community."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen